

Congrès AFSP 2009

Section thématique 8

Aux marges des mouvements sociaux : les arts de la résistance

Victor Pereira (IHC/UNL)
pereiravictor@hotmail.com

Protester en disparaissant. L'émigration clandestine portugaise comme résistance au régime salazariste

Sous la dictature salazariste, qui s'étendit de 1933 à 1974, les classes populaires portugaises pouvaient difficilement revendiquer. Elles n'avaient ni le droit d'exiger des droits ni celui de défendre leurs intérêts. Elles ne possédaient pas non plus d'accès libre, régulier et efficace à l'espace public. À la différence des différentes fractions de l'élite, elles n'avaient ni la possibilité de se mobiliser, ni les ressources nécessaires pour transformer certains phénomènes sociaux en problèmes publics. Une grande partie des classes populaires ne disposait pas non plus du droit de vote. Les élections, bien que fréquentes, étaient manipulées et les résultats falsifiés. Le système corporatif, créé dans les années 1930, ne protégeait pas les travailleurs mais uniquement les employeurs. Il remplissait le vide créé par l'interdiction de syndicats libres. Certains fonctionnaires du ministère des Corporations, influencés par la doctrine sociale de l'Eglise, voulaient bien protéger les droits des plus faibles mais leur action était limitée. Massivement analphabètes, les classes populaires ne lisaient pas la presse, pas plus qu'elles n'y défendaient leur vision du monde. Sur un ton souvent paternaliste, les différentes strates de l'élite culturelle, économique, religieuse du pays s'érigaient en porte-parole du « peuple ». Les requêtes et les plaintes des classes populaires pouvaient, certes, s'exprimer auprès du gouvernement central par le biais des notables locaux (propriétaires ruraux, curés, instituteurs, maires). Mais ces notables locaux, à travers lesquels le pouvoir circulait, ne défendaient les intérêts des classes populaires que lorsqu'ils convergeaient avec les leurs. Toute protestation par le biais de manifestations ou de grèves était interdite, considérée comme un délit politique et quasi-systématiquement réprimée. Ceux qui passaient outre payaient le prix fort de leur mobilisation : prison, perte d'emploi, mort sociale. Enfin, le recours à l'action collective était rendu plus difficile encore par la dictature et le génie qu'elle déploya pour propager un sentiment de « défiance systématique plutôt que de confiance réciproque entre les membres de la collectivité » [Queré, 2001 : 12]. La dictature fragilisait

une grande partie de la population en la maintenant dans un sentiment constant de peur. L'État portugais édicta une réglementation pléthorique portant sur les différents aspects de la vie sociale. Cette abondance de règle eut pour effet de contraindre les Portugais à agir illégalement, de se trouver constamment aux marges de la réglementation. En poussant la population à désobéir aux lois, la dictature maintenait ses nationaux dans une situation de non-droit. Cette fragilisation des Portugais consolidait la dictature et son appareil répressif en instituant le règne de la suspicion. Chacun pouvait être dénoncé pour une entorse plus ou moins grave au droit. Chacun pouvait être arrêté, emprisonné, voire torturé. Mais, il s'agissait également pour la dictature d'instaurer un espace de « négociation permanente » [Hibou, 2006 : 245] avec la population. Les infractions pouvaient en effet être l'objet d'arrangements et d'accommodements. Cependant, la fragilisation de la population était aggravée par la surveillance mise en place par la dictature, surveillance dont la pierre de touche était la police politique. La plupart des Portugais étaient persuadés que leurs faits et gestes étaient rapportés à la police politique qui était perçue, avec exagération, comme omnisciente et omnipotente. Face à cet État opaque, les Portugais se sentaient transparents. Ce climat permanent de suspicion incitait la majorité de la population à se détourner de tout ce qui touchait de près ou de loin la politique. Il la dissuadait d'exprimer la moindre opinion politique dans l'espace public de crainte que ce propos ne soit rapporté à la police. La dictature espérait que les Portugais se replient sur leur espace privé et renoncent à se mobiliser collectivement pour modifier le cours des choses, voire pour mettre à bas la dictature. Cette défiance généralisée contribua donc à rendre plus difficile toute mobilisation collective contre le régime. Ceux qui entreprenaient de s'unir contre lui craignaient d'être trahis ou dénoncés par l'un des milliers d'informateurs qui, ponctuellement ou systématiquement, collaboraient avec la police politique. Dès lors, comment les classes populaires pouvaient-elles se mobiliser ? Quelles opportunités s'offraient à elles ? Dans quel répertoire de mobilisation pouvaient-elles puiser ?

On ne peut pas considérer que les classes populaires étaient apathiques et qu'elles ne se mobilisèrent pas. Tout au long de la dictature, il y eut des actions collectives prenant la forme de manifestations, de grèves, d'émeutes, de recours auprès de la justice. Des individus issus des classes populaires prirent part à des organisations et des partis d'opposition et notamment au Parti Communiste Portugais. Ces militants payèrent le coût de leur action : vie clandestine, dilution des liens sociaux, tortures, longues périodes d'emprisonnement. Il y eut également des mobilisations collectives sporadiques et, le plus souvent, défensives : émeutes frumentaires pendant la seconde guerre mondiale, luttes contre l'arborisation des terres communales qui constituaient un élément indispensable à la survie des paysans. Ces actions

collectives des classes populaires sont aujourd'hui encore peu connues. La censure effaçait toutes les informations contredisant les valeurs du régime (l'harmonie sociale, l'obéissance de la population, la régénération du pays), démontrant les injustices et l'impérialisme régnant, « désordres » pouvant inciter d'autres groupes à se mobiliser.

Si, dans le Portugal salazariste, l'action collective, au sein des classes populaires, était rare, il serait incorrect d'en conclure que les classes populaires étaient soumises et apathiques. Le sociologue portugais Manuel Villaverde Cabral, dans une étude sur les ouvriers au début du 20^e siècle, souligne, s'inspirant de Marx, qu'il faut distinguer le « mouvement réel » et le « mouvement ouvrier organisé » [Cabral, 1977 : 16]. La focalisation de l'analyse sur le « mouvement ouvrier organisé », c'est-à-dire sur l'action collective s'exerçant par le biais d'organisations, occulte les différentes formes de résistance contre les différentes formes de domination, contre les conditions de vie et de travail, contre la rigidité des hiérarchies sociales. Ce que nous voulons démontrer avec cette contribution c'est que la principale résistance utilisée par les classes populaires, surtout entre 1957 et 1974, fut l'émigration clandestine. Aller travailler à l'étranger à la recherche de meilleurs salaires et de ressources pour traverser les barrières sociales, disparaître de l'arène, fut, selon l'expression de James Scott, une « arme des faibles » [Scott, 1985]. Cette hypothèse s'articule avec une proposition émise par Antonio Negri et Michael Hardt : « Mobilité et nomadisme ouvrier de masse expriment toujours un refus et une quête de libération : la résistance contre les horribles conditions d'exploitation et la quête pour la liberté et de nouvelles conditions de vie. Il serait intéressant, en fait, d'écrire une histoire générale des modes de production du point de vue du désir de mobilité du travailleur – de la campagne à la ville, de la ville à la métropole, d'un Etat à un autre, d'un continent à un autre – plutôt que de parcourir ce développement du seul point de vue de la régulation des conditions techniques du travail par le capital » [Negri & Hardt, 2004 (2000) : 266]. En effet, la mobilité a rarement été perçue comme une résistance déployée par les populations dominées. Au contraire, elle a souvent été vue comme un outil employée par les régimes autoritaires pour se reproduire. Nous allons d'abord voir comment cette conception a existé dans le Portugal des années 1957-1974, puis, à la lumière de la sociologie des mouvements sociaux, nous analyserons l'émigration comme une résistance. Enfin, nous démontrerons que l'émigration s'articulait et favorisait d'autres modes d'action et qu'il existait un « continuum des actions » [Péchu, 2007 : 62] dans lequel on ne peut séparer de manière étanche les résistances individuelles et les formes de contestations ouvertes, collective et organisées [Giraud, 2009].

L'émigration comme alliée objective de la dictature

L'émigration est, au Portugal, difficilement considérée comme une protestation contre le régime dictatorial. Cette conception découle, en partie, du discours que l'opposition au régime a développé sur le phénomène migratoire, quelle que soit son orientation idéologique. Certes, elle était lue comme l'exemple flagrant de l'échec socio-économique et politique du régime ; le résultat de la misère et des injustices sociales ; et le rejet du régime par une partie de la population. Mais, une vision assez misérabiliste ressort des descriptions faites par l'opposition de cette mobilité géographique et souvent sociale. Les émigrés n'étaient croqués que comme des misérables qui allaient être, de nouveau, exploités sur le lieu de leur destination. S'il ne s'agit pas de nier la misère régnant au Portugal, les souffrances subies lors de la traversée clandestine et les exploitations endurées dans les pays de destination, il est toutefois frappant de noter que, très rarement, les migrants sont perçus comme des être actifs – et non passifs-, qui ont pris leur destin en main et cherchent à améliorer leurs conditions de vie, voire, à connaître une mobilité sociale qui leur est refusée au Portugal. La majorité de l'opposition portugaise étant constituée de partis et de groupes défendant une rupture avec le capitalisme, la migration ne peut être appréciée positivement car elle n'est qu'un processus résultant de la dynamique du capitalisme international. La solution à la misère ne peut se trouver dans l'insertion dans un « capitalisme plus développé » mais dans la destruction de ce système économique. Ce sont principalement les opposants non marxistes, comme les catholiques progressistes, qui ont souligné les bienfaits de l'émigration pour ces principaux acteurs.

Dans plusieurs textes, l'opposition met en exergue les aspects négatifs de l'émigration pour ceux qui luttent contre le régime. L'apport financier prévient une crise économique et la détérioration des conditions de (sur)vie des familles restées au pays qui auraient pu être le ferment de manifestations, de grèves, d'émeutes. Si le postulat selon lequel plus les conditions de vie d'une population sont déplorables plus elle a la propension à se révolter n'est pas aussi mécanique, force est de constater que l'émigration opère comme une soupape de sûreté qui tend à réduire les tensions sociales au Portugal et donc à diminuer les chances d'une mobilisation collective contre le régime. L'émigration est un moyen d'éviter la violence contre l'ordre établi (jacqueries, *etc.*), contre soi-même (suicide) et, dans les sociétés paysannes, constitue une régulation fondamentale de la violence interne [Fatela, 1989 : 110-117]. Elle constitue, surtout dans les régions du centre et du nord, une fenêtre d'opportunité,

un horizon potentiellement ouvert et disponible, canalisant les frustrations, les violences ressenties. Les ruraux portugais se passent d'utopies, gardant toujours en vue l'émigration, une hétérotopie facilement accessible [Martins, 1998 : 127]. Elle offre un recours à tous ceux qui ne possèdent pas de terres ou n'en ont pas assez. Elle représente une alternative facilement mobilisable à la misère, au chômage, aux faibles salaires, à l'oppression, à l'impossibilité de s'élever socialement. De plus, le flux monétaire dirigé vers les lieux de départ éloigne de nombreuses familles du spectre de l'indigence, viabilise des stratégies d'achats de terre et de moyens de production, assure une plus grande indépendance vis-à-vis des employeurs, ouvre la possibilité de scolariser les enfants et leur donner, ainsi, des moyens de pouvoir, peut-être, connaître une ascension sociale. La mobilité géographique étant, le plus souvent et surtout jusqu'au milieu des années 1960, envisagée à l'origine comme une stratégie de maintien [Rosental, 1990], guidée par la volonté d'améliorer sa situation et sa position dans le cadre de la communauté de départ (l'espace investi) et d'acquérir ailleurs (l'espace vécu) les moyens nécessaires au maintien ou à l'ascension sociale, elle « est une façon de partir, en restant, ou de rester, en partant, étant donné que l'émigrant se caractérise autant par le fait qu'il est parti comme celui de devoir revenir » [Fatela, 1989 : 116]. Si ce projet de maintien s'est plus tard fréquemment altéré et s'est mué en rupture, en abandon de l'agriculture, voire du pays d'origine qui ne représente plus l'espace investi, il n'en reste pas moins que dans les années 1960 et 1970, l'émigration a apaisé une société dans laquelle les ressources étaient très inégalement réparties.

Le constat de l'opposition rejoint le mécanisme décrit, en 1970, par l'économiste Albert Hirschman : exit, voice et loyalty (défection, prise de parole et loyauté) [Hirschman, 1995a]. Selon l'économiste, face à la détérioration de la qualité d'un bien ou d'un service, les individus peuvent soit faire défection, c'est-à-dire cesser de consommer le produit, briser la relation, ou dans le cas d'un Etat, partir, émigrer. Les individus peuvent également prendre la parole pour signaler la baisse de qualité et inciter l'organisation à amender la situation. Cela les amène à protester individuellement et si cela est possible, étant données les difficultés pointées par Mancur Olson [1978], collectivement. Enfin, ils peuvent être loyaux, rester silencieux et ne pas signaler la baisse de qualité. Gérard Bajoit a complexifié cette dernière alternative en distinguant loyauté et apathie [Bajoit, 1988]. Selon lui, dans certains cas, les individus préfèrent, car ils y trouvent un intérêt, ni faire défection ni prendre la parole mais ne participent pas pour autant activement à la relation : ils sont apathiques, mais peuvent modifier postérieurement leur attitude [Brodiez, 2008]. Cette grille de lecture des comportements, qui a été particulièrement féconde et qu'Hirschman a lui-même fait évoluer

dans des travaux postérieurs [Hirschman, 1986, 1995b], posait, dans sa première version, l'impossibilité de la coexistence, dans certaines proportions, de la défection et la prise de parole. Ainsi, trop de défection affaiblissait ou annulait la prise de parole. Ce mécanisme agit comme un « modèle hydraulique simple : la dégradation suscite un mécontentement, dont la pression sera canalisée sous forme de prise de parole ou de défection; plus la pression s'échappe par la défection, moins elle nourrit la prise de parole» [Hirschman, 1995b]. Et une fois la défection faite, la prise de parole était jugée impossible. Ce second énoncé a été nuancé : en exil, les individus qui avaient opté pour la défection ou y avaient été contraints, pouvaient agir contre le système politique qu'ils combattaient et possédaient une palette étendue de pratiques pour le faire [Dufoix, 2002]. Quant au premier, qui a été révisé par Hirschman, c'est celui que l'on retrouve dans les constats produits par l'opposition cités ci-dessus : une émigration trop massive implique l'affaiblissement ou la disparition de la prise de parole. C'est également celui que l'on retrouve dans les études sur les mouvements sociaux au Portugal¹. José Pacheco Pereira, bien qu'étudiant des régions plus faiblement touchées par l'émigration vers l'Europe, constate : « dans ces années, le parti [communiste portugais] va connaître dans les champs du sud un ennemi plus grand que la répression policière : l'émigration. Quand la vague migratoire de la décennie 1960 atteint l'Alentejo, elle va mobiliser, comme d'ailleurs dans les autres régions du pays, les hommes les plus actifs, les moins satisfaits avec les conditions matérielles de vie, avec les plus grandes capacités d'initiative individuelle, ce qui signifie, dans de nombreux cas, les militants et les sympathisants locaux du PCP. Ainsi, le parti est confronté à une saignée de cadres et d'éléments de base, qui, conjointement aux désertions provoquées par la guerre, diminue le recrutement de la jeunesse et lui cause de sérieux problèmes lors des 15 dernières années du régime» [Pereira, 1983 : 168]. En opérant de façon darwinienne, l'émigration éloigne les individus susceptibles d'être les plus dynamiques, les plus jeunes, de potentiels – ou déjà – militants, d'éventuels entrepreneurs de mobilisation qui auraient pu diriger et organiser des mouvements collectifs exprimant le mécontentement d'un segment de la population. Et ainsi, au lieu de prendre la parole, de protester individuellement et/ou collectivement (grèves, manifestations, soulèvements, etc.), au Portugal, pour améliorer leur condition de vie et/ou de travail, réclamer de meilleurs salaires, des droits sociaux, dénoncer les atteintes aux libertés individuelles et collectives, ces individus trouvaient dans la défection une solution

¹ La distinction entre ces deux discours n'est ni nette ni tranchée. De nombreux opposants au régime ont menés des travaux universitaires, lors de leur exil notamment, pour contribuer à la lutte contre le régime. Discours d'opposition et discours universitaire étaient donc couplés.

individuelle à leurs mécontentements, faisant à la dictature l'économie d'une contestation potentiellement nocive à sa survie ou stabilité. La propension à revendiquer une hausse des salaires agricoles ou ouvriers, une modification de la politique socio-économique adoptée par le régime s'amoinde quand la possibilité d'obtenir ce que l'on désire et d'échapper à l'oppression s'offre assez facilement. A quoi bon subir les foudres de la répression, si se profile une alternative avantageuse à faible coût ? Dans certains cas, la police politique observait ce phénomène. En 1971, notant l'augmentation des départs d'ouvriers de la ville de Covilhã, ville industrielle de l'intérieur du pays, un agent signalait que "le manque de salaires actualisés [était] la cause de la fuite vers la France des (...) travailleurs, qui ne veulent pas s'engager dans un conflit avec les entités patronales et souffrir les conséquences possibles"².

De plus, l'émigration possède un avantage sur l'action collective si l'on suit, un temps, Mancur Olson [1978]. Personne ne peut émigrer à votre place, il n'existe pas de free rider. Si le migrant réussit à amasser l'argent pour payer le passeur et arrive à bon port, s'il réussit à surpasser et à s'adapter aux difficultés de la migration, il obtiendra très probablement les profits qu'il escomptait : un gain substantiel et plus ou moins rapide d'argent grâce à des salaires plus avantageux et des prestations sociales (s'il est embauché légalement). Et cela d'autant plus, s'il maximise ses revenus en multipliant les heures supplémentaires et les travaux « au noir » et économise sur le budget alloué au logement (d'où le logement en bidonvilles, cabanes, etc.) et autres consommations. La réussite de la stratégie du migrant ne dépend pas de la mobilisation d'autres individus qui auraient, eux aussi, intérêt à faire la même chose. Pour finir, l'attitude des Etats a favorisé cette action. Jusqu'en 1973-1974, les Etats récepteurs de main-d'œuvre ont accepté une immigration massive et, certains, comme la France, clandestine, réduisant ainsi le coût de la migration. Quant à l'Etat portugais, s'il a certes augmenté le coût de l'émigration en ne libéralisant la législation sur l'émigration qu'à partir de 1968-1969 (sauf dans le cas des jeunes hommes devant accomplir leur service militaire), il ne l'a pas non plus rendu prohibitif.

Si l'on en croit les textes cités et si l'on en reste à cette première version du modèle d'Albert Hirschman, l'émigration provoque, irrémédiablement, l'atonie de la prise de parole. Elle emporte avec elle les mécontents parmi lesquels des militants et ceux qui auraient pu le devenir. Ne restent que les loyaux, les apathiques et qu'une poignée d'opposants traqués par le régime. Cette conclusion est cependant loin d'être satisfaisante. L'affaiblissement ou la disparition de la prise de parole à cause d'une trop grande défection n'est pas automatique. En

² Rapport confidentiel de l'inspecteur, Armando Ferreira da Silva, adressé au Directeur Général de la Sécurité, Fernando Silva Pais, le 20 Septembre 1971, ANTT/PIDE/DGS, Delegação de Coimbra, Emigração, n°10 706.

outre, l'idée que l'émigration ne représente qu'un bienfait pour le régime est également erronée. C'est ne pas lire l'émigration comme un potentiel acte de résistance.

L'émigration est-elle une résistance ?

Considérer l'émigration comme une forme de résistance pose, au premier abord, bien des problèmes méthodologiques et conceptuels. D'une part, l'objet d'étude "résistance" est souvent dilué dans la littérature consacrée à la protestation collective et aux mouvements sociaux qui a, du reste, largement privilégié les actions organisées et différenciées. D'autre part, cette même littérature, vaste et aux frontières poreuses [Bennani-Chraïbi & Filleule, 2003a], propose des définitions diverses, parfois divergentes, parfois cumulatives, de ces phénomènes et pose différents requis. Enfin, ces études se sont concentrées sur les régimes démocratiques, négligeant largement les contextes autoritaires. Néanmoins trois approches principales ressortent de ces travaux.

Certaines analyses prennent en compte préférentiellement les actions ou les mouvements qui amènent une réaction de l'Etat. C'est l'Etat qui définit ce qui est une résistance, une protestation. Et particulièrement dans le cas des régimes dictatoriaux et/ou totalitaires car « plus la domination se veut totale, et plus il y a de résistance, puisque c'est le pouvoir lui-même qui fait de certains comportements des actes de résistance, ce qu'ils ne seraient pas dans les relations «symétriques» d'une démocratie pluraliste» [Kershaw, 1997 : 297]. Pourtant, bien que l'émigration puisse être interprétée comme un déni du projet salazariste, la dictature ne l'a pas politisée. En partant vers les pays d'Europe occidentale, outre récuser la modestie, l'acceptation soumise des hiérarchies dites naturelles, les migrants s'opposaient de facto à l'idéal impérial pour lequel le régime livrait des batailles contre les mouvements de libération. Ces migrants se montraient remarquablement imperméables aux discours développés par les élites du régime qui présentaient le peuplement des provinces d'outre-mer comme l'alpha et l'oméga de la pérennisation de la présence portugaise. Une partie d'entre eux, d'ailleurs, migraient pour se soustraire à leurs obligations militaires. Cette migration trans-européenne possède un parfum de désobéissance car des milliers de migrants quittent le pays illégalement, en ne respectant pas les lois promulguées par l'Etat. Si certains discours critiquaient de façon plus virulente l'émigration, la plus grande partie des élites du régime refuse de considérer les migrants comme des traîtres – sauf dans le cas de ceux qui s'échappent ainsi à leurs obligations militaires -, et l'émigration comme une résistance aux idéaux du régime. Rares étaient également ceux qui interprétaient l'émigration comme une

protestation contre le régime et légitimaient ainsi leurs propositions de réformes. Pourquoi, cette non-politisation de l'émigration vers l'Europe et, notamment, de l'émigration clandestine ? En premier lieu, cela tient à la lecture historique et économique du phénomène migratoire. Le discours dominant du régime a été d'inscrire la mobilité dans le temps long, faisant remonter l'émigration au 15^e siècle, l'affiliant à l'ère magnifiée des Découvertes. Mobilisant le plus souvent des arguments de teneur psychologique (soif d'aventure, volonté de connaître d'autres régions, d'autres peuples, désir d'accroître l'Empire portugais, la chrétienté, etc.), exagérant le rôle des passeurs et la candeur des migrants (victimes innocentes des premiers institués en bouc-émissaires) et, parfois, avançant des lectures macro-économiques (transfert de la main-d'œuvre de la périphérie vers le centre européen), les élites du régime ont veillé à occulter la charge politique de l'émigration.

Deuxièmement, le régime salazariste s'est caractérisé par une législation restrictive pléthorique. Selon un paysan interviewé par Joyce Riegelhaupt le « Portugal est le pays le plus développé dans deux domaines : les permis et les amendes » [Riegelhaupt, 1979 : 182]. Le régime ne visait pas la stricte application de ces lois. Il aspirait plutôt à maintenir la chape de plomb liberticide. Chaque acte étant potentiellement illégal, les individus vivaient dans un constant sentiment d'insécurité. A chaque moment, s'il le souhaitait, l'Etat pouvait mobiliser son appareil policier dont le pouvoir discrétionnaire était accru grâce à la prolifération de textes, prétendre faire appliquer la loi et, éventuellement, percevoir l'argent des contraventions dues. Les Portugais se sont habitués à enfreindre la loi et l'Etat à régulariser a posteriori la situation des contrevenants. Il faut donc minorer l'aspect de désobéissance qu'a pu prendre l'émigration clandestine. C'est plutôt l'Etat qui a produit l'illégalité en vue de fragiliser les migrants, une population sans droit étant beaucoup plus vulnérable.

Enfin, après la Seconde Guerre Mondiale, après l'entrée dans l'Association Européenne de Libre-Echange en 1960 et une fois le développement économique assumé pleinement par les élites du régime, la plupart des valeurs divulguées dans les années 1930-1940 se sont progressivement désagrégées. La gouvernementabilité salazariste basée sur la modestie, la pauvreté, l'enracinement à la terre est entrée en déliquescence. Certains hérauts d'un Portugal essentiellement agricole tressaient encore les louanges de la ruralité. En 1965, Salazar, tout en regrettant que l'émigration se fasse « souvent en désordre et en excès injustifié, créant des crises de main-d'œuvre dans de vaste secteurs ruraux » [Salazar, 1967 : 371], continuait à se présenter comme un rural et à exalter le « labeur agricole (...) [qui] est avant tout une vocation de pauvreté ; mais son orgueil vient que lui seul alimente l'homme et lui permet de vivre » [Salazar, 1967 : 372]. Mais ces idées adverses à la modernisation, à

l'industrialisation et à l'émigration perdirent graduellement de leur influence. Elles ne furent mobilisées que par une minorité qui perdit son influence avec la mort politique de Salazar. Après 1968, c'est seulement en fonction de sa politique coloniale et non plus pour conserver une main-d'œuvre abondante et peu qualifiée que la dictature restreint l'émigration.

Même si l'émigration clandestine a été criminalisée en 1961, que certains discours la déplorait amèrement, le régime ne l'a jamais politisée comme cela a pu être le cas, par exemple, de l'émigration dans l'ex-RDA. Seuls les réfractaires et les déserteurs étaient publiquement considérés comme des traîtres. En évitant ainsi de qualifier l'émigration de politique, comme une trahison, comme un défi, les élites du régime ont sans doute cherché à éviter des conflits et à canaliser les tensions sociales. Comme l'ont démontré les études sur l'attitude des paysans vis-à-vis du régime salazariste, les paysans des régions de minifundium se sont accommodés du régime salazariste dans la mesure où il les laissait en « paix » [Silva, 1989 : 143] et ne mettait pas trop en péril leur objectif de reproduction (conservation de la propriété foncière) et les stratégies, comme l'émigration, employées en ce sens. Si l'Etat portugais avait résolument empêché l'émigration légale et surtout clandestine (en surveillant activement les frontières et en refusant de régulariser a posteriori les migrants sortis clandestinement du territoire portugais), il aurait probablement accru les tensions dans les campagnes et les milieux populaires et politisé les tentatives de sorties du territoire et la question du droit à la circulation. Le régime n'osait pas s'opposer aux modes de reproduction de la paysannerie. Ainsi, s'explique ce paradoxe relevé par Hermínio Martins « contrairement aux autres formes de lutte pour la mobilité individuelle ou collective ou action de classe, l'émigration est consacrée par la tradition, légitimée par les autorités morales, comme les curés, et non sujettes aux sanctions, comme la 'subversion' » [Martins 1998 : 126].

D'autres auteurs avancent les idées d'intentionnalité et de concertation comme éléments fondamentaux de définition des mouvements de résistance ou de protestation collective. Cependant, ce primat de l'intentionnalité tend à réduire ces processus 1) aux groupes possédant le capital culturel nécessaire à l'expression de ces « intentions » ; 2) à ceux qui sont capables de se présenter comme telles et qui ont, à un moment et dans un contexte donné, intérêt à le faire ; 3) et, enfin, aux groupes perçus comme tels par des entités tierces (Etats, organisations internationales, partis politiques, champ intellectuel, etc.) étant donné leur capital social, économique, culturel. Cette approche écarte donc ceux qui ne peuvent ou ne savent pas exprimer leurs « motivations politiques », qui n'en ont pas l'intérêt ou, enfin, à qui les Etats et autres entités prêtent seulement des « motivations économiques » de par leurs

origines sociales et les emplois occupés. Or, James Scott [1990] a démontré que les dominés (paysans, esclaves, etc.) tendent à développer, devant les dominants (Etats, propriétaires ruraux, maîtres, etc.) et les entités extérieures, un discours « public », fait de résignation, d'acceptation de l'ordre social, de leur position. Ayant conscience des rapports de force et des dominations dont ils sont l'objet, ils cherchent à convaincre les dominants et les entités extérieures qu'ils ne constituent pas un danger pour l'ordre établi et espèrent tirer profit de cette posture. Toutefois, s'arrêter à ce constat est une erreur car ils développent, entre eux, un discours caché, plein de railleries, de critiques de l'ordre établi, dans lesquels ils mettent à mal les dominants et démontent les mécanismes de leur domination. Ce discours caché, une espèce de culture de résistance, explique que lorsque surviennent des événements révolutionnaires, les dominés qui paraissaient soutenir un régime/système politique donné, ne le défendent pas, voire contribuent à le mettre à bas, se mobilisent, etc. Les perspectives énoncées par Scott mettent à mal toutes analyses sur la résistance ou sur la protestation qui reposent sur primat de la conscience ou de l'intention. Car comment savoir ce que pensent les dominés ? Et peut-on vraiment postuler l'existence « d'un sujet rationnel mû par son intentionnalité et son intérêt » [Bayart, 2008a: 12] ?

La focalisation sur l'intention et la concertation est une perspective trop statique qui ne restitue pas les dynamiques des trajectoires individuelles et collectives, se fixe sur des intentions et des motivations à un moment donné sans envisager les éventuelles pratiques, redéfinitions et relectures postérieures. Néanmoins, certains rétorquent qu'à trop vouloir considérer les comportements des agents sociaux comme des résistances ou des protestations, ces concepts perdent de leur sens et ne veulent plus rien dire. Si n'importe quel acte, même le plus trivial, est considéré comme une résistance à un régime dictatorial et/ou totalitaire, le terme de résistance est vidé de son sens. Dans le cas de la migration portugaise vers l'Europe, certains peuvent prétendre que l'émigration ne représentait pas un signe de mécontentement ou de défection. D'une part, les migrants étaient guidés par une diversité de motivations et d'objectifs. Ils venaient de contextes différents et possédaient des stratégies migratoires. D'autre part, la plupart des migrants n'exprimaient aucune revendication, ne formulaient aucun grief contre le régime et/ou la situation socio-économique. Leur départ n'était le fruit que d'une stratégie individuelle ou familiale. D'ailleurs, cette mobilité n'était-elle pas envisagée par les acteurs comme une façon de permettre la reproduction de la petite exploitation familiale, l'achat de terres, de moyens de production ? En somme, la migration s'inscrivait dans un modèle socio-économique précis qu'elle viabilisait et, par la même, légitimait. De plus, assimiler la migration à une résistance, n'est-ce pas mésestimer

« l'incorporation de la nécessité du monde social, sous la forme notamment du sens des limites » [Bourdieu, 2003 (1997) : 267] ? N'est-ce pas occulter l'apolitisme des régions d'où proviennent massivement les migrants, résultat de l'analphabétisme, de la répression, de la censure et du musellement de la pensée opérés par le régime salazariste, de l'encadrement ancien et étroit exercé par une Eglise catholique conservatrice ? Et, dans leur pays de destination, ces migrants n'ont-ils pas conservé, bien que théoriquement libérés de la tutelle de l'Etat portugais, cette posture de retrait vis à vis de ce qu'il leur semblait être « politique » - c'est-à-dire ce qu'ils supposaient être interdit et condamné par le régime portugais - et ce au grand dépit des militants portugais et français ?

Cependant cette conception offre le primat aux discours formulés et aux intentions (présumées) des acteurs au détriment des pratiques effectives. Or, comme l'écrivait Paul Veyne, « nous vivons sans savoir formuler la logique de nos actes, notre action en sait plus long que nous-mêmes et la praxéologie est implicite chez l'agent comme les règles de la grammaire chez le locuteur. [...] L'intervalle entre la pensée et l'action est une expérience universelle. [...] L'action de l'homme dépasse considérablement la conscience qu'il en prend ; la majeure partie de ce qu'il fait n'a pas sa contrepartie de pensée ou d'affectivité » [Veyne cité in Bayart, 2008 : 212]. On ne peut occulter la rupture que l'émigration constituait par rapport aux conduites et valeurs imposées par le régime salazariste mais aussi par rapport aux « dominations rapprochées » que les classes populaires subissaient. Emigrer c'était prétendre quelque chose qui était refuser à la population, c'était bouleverser les rigides hiérarchies sociales, c'était contester et diminuer, de fait, le pouvoir des notables locaux et s'extraire de leur domination. Comme l'affirmait maladroitement un passeur, en 1973, avant la vague d'émigration qui commença en 1957, si un paysan voyait passer « un des riches, il tirait son chapeau, s'attachait la tête par terre s'il le fallait. Plus aujourd'hui. Les riches avaient sous leur domination le misérable du Portugais pauvre (...) Plus aujourd'hui car il y a plus de civilisation (...). Les Portugais sont partis à l'étranger et ont ouvert davantage les yeux (...). Et aujourd'hui ils ne veulent plus supporter les riches et s'attacher la tête par terre comme ils le faisaient autrefois » [Navarro, 1973 : 48]. Les notables ruraux interprétèrent l'émigration comme une atteinte à leur status. L'émigration ne leur retirait non seulement l'excédent de travailleurs qui leur permettait d'obtenir des profits. Elle leur enlevait également les ressources de leur prestige, leur rôle d'intermédiaire entre les communautés locales et la société englobante. L'émigration marqua le crépuscule du pouvoir des notables qui, pourtant se mobilisèrent, contre l'émigration, faisant pression sur le gouvernement et les autorités locales pour qu'elles endiguent ce mouvement [Pereira, 2008].

Pour d'autres, enfin, les requis de l'intentionnalité et de la concertation ne sont pas les conditions *sine qua none* d'une action collective qui peut être le résultat de multiples actions individuelles qui s'agrègent, synchroniquement ou dia-chroniquement, sans qu'il y ait d'intentions claires et de concertations préalables. En privilégiant l'intentionnalité, on risque de ne pas prendre en considération les mouvements des franges les plus dominées de la société, à qui l'ont interdit l'expression du mécontentement (d'où répression en cas de transgression), qui n'ont pas intérêt à le faire étant donnée la précarité de leur situation économique et sociale et ne possèdent pas les capacités ni les canaux leur permettant de revendiquer leur mécontentement. James Scott a tenté de dévoiler l'« ethnocentrisme de classe » dont font preuve ceux qui se penchent – de l'extérieur - sur la paysannerie, ne décelant que deux images du paysan : le paysan révolté (jacqueries, etc.) ou le paysan soumis. Le piège est de penser que dans les régimes autoritaires, les paysans – ou les classes dominées dans leur ensemble – peuvent démontrer leur mécontentement soit *via* la participation à des partis politiques ou des associations (quand de telles organisations existent), soit *via* des grèves, des manifestations ou d'autres formes d'actions collectives transgressives ou non (la transgression étant relative au contexte politique, à ce que l'Etat tolère ou pas). Dans la majorité des cas, sauf exception qui confirme la règle, ces actions seraient durement réprimées et, le plus souvent, contre-productives. Les opportunités de mise en visibilité ostentatoire des protestations paysannes sont, dans ces contextes politiques, particulièrement coûteuses (répression, prison, perte de travail, de ressources sociales ou symboliques, etc.) et à l'efficacité très aléatoire. Mais selon Scott, les paysans possèdent un répertoire étendu d'actions, des « résistances quotidiennes », qui « exigent peu ou pas de coordination ou de planification; elles utilisent des connaissances implicites et des réseaux informels; elles représentent souvent une forme de *selfhelp* individuel ; typiquement, elles évitent toute confrontation directe et symbolique avec l'autorité » (Scott, 1985 : XVI]. Le braconnage, le vol, le sabotage des moyens de production, l'émigration constituent ce répertoire de la résistance quotidienne, évitant toute confrontation directe avec l'Etat ou les groupes dominants (moyens ou grands propriétaires, employeurs, notables locaux) mais permettant, quelques fois, de rendre plus supportable les conditions de vie et la domination économique et symbolique. Scott prête aux paysans qu'il a étudiés des desseins « réformistes » - qui s'opposent aux desseins révolutionnaires des classes moyennes et supérieures qui ont les capitaux sociaux et culturels pour envisager des ruptures historiques - c'est-à-dire qu'ils ne prétendent pas révolutionner globalement et radicalement les structures économiques,

politiques et symboliques, mais juste l'amender superficiellement sous l'effet de ces résistances permettant d'enrayer la domination de « ceux qui cherchent à leur extraire du travail, de la nourriture, des impôts, des rentes et des intérêts » [Scott, 1985 : 29].

Ces propositions offrent une clé de lecture pertinente pour l'étude de l'émigration clandestine des classes populaires du Portugal. Nul ne peut nier que l'exode est en partie causé par une volonté d'améliorer sa condition – stratégie familiale -, c'est un *selfhelp*. Ce mouvement correspond à un évitement : il s'agit tout en esquivant une confrontation directe et dangereuse avec l'Etat et/ou les dominants de chercher ailleurs l'amélioration de ses conditions de vie, de s'extraire des contraintes économiques, symboliques et politiques. Cet évitement fait l'économie au régime et aux dominants d'une contestation ouverte et frontale. Enfin, si l'émigration ne répond pas à une concertation préalable, elle s'appuie en revanche sur d'intenses échanges informels au sein de la société. Plusieurs centaines de milliers de Portugais quittèrent le pays clandestinement, en s'appuyant sur la « société-providence » [Santos, 1993 : 46] et sur les réseaux fluides de rabatteurs et de passeurs [Silva, 2008]. Pourtant, comme l'ont signalé d'autres travaux, les analyses de James Scott, notamment celles portant sur l'Etat et la gestion de la mobilité de la population [Scott, 2001], tendent à séparer de manière artificielle l'Etat et la société et de créer un antagonisme entre ces deux entités ainsi réifiées [Kasaba, 2001]. Les réseaux de passeurs et l'émigration clandestine en général ne constituaient pas totalement un défi envers l'Etat. Les autorités connaissaient le plus souvent l'identité des passeurs comme l'illustrent les archives de la police. Des accommodements entre policiers et passeurs n'étaient pas rares. En effet, bien qu'étant apparemment adversaires, le policier et le passeur sont en fait interdépendants. L'un n'existe pas sans l'autre. Tous deux vivent grâce à l'existence de la frontière. De plus, entre 1961 et 1969, l'émigration illégale était un crime, mais les autorités toléraient ce mouvement qui favorisait la modernisation du pays et contre lequel il était fort coûteux de combattre. L'Etat s'accommodait de la mobilité de la population. L'émigration irrégulière ne résultait donc pas seulement d'un défi de la population contre l'Etat. Il découlait du manque de confiance des classes populaires vis-à-vis de l'Etat et de la non volonté de l'Etat d'organiser ce flux migratoire, de crainte de déplaire aux bastions conservateurs du régime.

Bien que les autorités locales se soient souvent accommodées des départs clandestins, de toutes les « résistances quotidiennes », l'émigration est sans doute la plus efficace, celle qui, à un coût relativement faible et à un profit très élevé. De loin, c'est la stratégie qui permet le plus sûrement d'améliorer ses conditions de vie. Dans le répertoire des modes de protestation évoqué par Charles Tilly que peuvent utiliser les milliers de paysans, l'émigration

est le plus sûr, le plus efficace et celui où les profits sont les plus élevés. La défection était beaucoup plus avantageuse que la prise de parole qui était soit trop coûteuse soit impossible. Les autres « résistances quotidiennes » énumérées par James Scott, pratiquées par les paysans (ragot, vol de denrées, sabotage de moyens de productions, sous-productivité, ignorance feinte, etc.) paraissaient moins bénéfiques à court terme que la défection.

Notons que la défection rend quelque fois la prise de parole inutile car les objectifs qu'auraient pu vouloir atteindre une prise de parole sont à portée de mains. Comme le dit Scott, les résistances quotidiennes, peu spectaculaires, non revendiquées comme telles, et faites d'évitements, peuvent être "payantes" à long terme. Mounia Bennani-Chraïbi et Olivier Fillieule observent que « les exemples abondent, en revanche, de pratiques de résistance dont la généralisation finit par provoquer les changements sociopolitiques ou du moins limiter sérieusement les ambitions du pouvoir » [Bennani-Chraïbi, Fillieule, 2003b : 66]. Les études sur la société rurale portugaise contemporaine fourmillent d'exemples des bouleversements sociaux provoqués par l'émigration qui auraient été impossibles à atteindre par d'autres moyens (sauf peut-être révolution mais cela reste une hypothèse) : Paula Godinho [2006] donne l'exemple d'une ancienne journalière qui, après avoir travaillé au Luxembourg, peut racheter des terres de l'ancien grand propriétaire local. Manuel Carlos Silva [1998] montre bien la perte de pouvoir symbolique et économique de la part des notables locaux qu'a induit l'émigration. Car émigrer c'est se libérer de la tutelle de l'Etat mais aussi des pouvoirs locaux à travers lesquels circule le pouvoir étatique. Si les migrants ont massivement choisi la voie clandestine pour se rendre à l'étranger, c'est en partie, – mais non exclusivement - afin d'éviter les réseaux de patronage qu'impliquait l'émigration légale.

Au bout d'une dizaine d'années d'émigration massive, les campagnes connaissent des mutations inimaginables et que des protestations collectives auraient difficilement pu atteindre au même coût, sans répression, etc. Certes, si ces gains sont obtenus c'est, en partie, parce que la société a changé (notamment à cause de l'émigration). Par exemple, les propriétaires vendent une partie de leurs terres à d'anciens journaliers ou à ceux qui les louaient car les biens agricoles ne sont plus une source de prestige symbolique ou matériel. Cependant ces acquisitions constituent une rupture du statu quo et possède une très importante valeur symbolique pour des individus qui avaient quitté le pays, assez souvent, sans fortune ni terres.

Un continuum de stratégies

La défection est, si l'on reprend les termes d'Albert Hirschman, la seule façon d'exprimer son mécontentement, la prise de parole étant quasiment déniée ou possédant un coût trop important (grèves, manifestations réprimées). Or, comme Hirschman l'a lui-même convenu dans des écrits postérieurs, l'idée que la défection exclue la prise de parole est quelque peu réductrice. Constatant que le droit à la circulation transnationale est, le plus souvent, consubstantiel à l'implantation de la démocratie, il avance que : « sitôt que les hommes et les femmes ont conquis le droit d'aller où bon leur semble, ils peuvent bien commencer à se conduire généralement en adultes et, partant, ne plus hésiter à élever la voix » [Hirschman, 1995b : 26-27]. En somme, « l'accroissement des possibilités de faire défection peut à l'occasion se solder par davantage de participation et de prise de parole, et non pas moins » [Hirschman, 1995b : 27]. L'émigration s'inscrivait dans le répertoire d'action des classes populaires et s'articulait avec d'autres modes d'actions. La recrudescence des mouvements de grève (que le gouvernement tolère) à partir de 1969, au Portugal, s'éclaire, à partir de cette lecture, d'une lumière nouvelle. Ses causes ne sauraient se réduire, entre autres, à l'éphémère libéralisation syndicale ébauchée par le gouvernement de Marcello Caetano, ni à la dégradation des conditions économiques et sociales liée à la crise économique de 1973. Elle ne saurait non plus être imputée uniquement à une politique répressive moins systématique et moins dure. La recrudescence de la contestation (du moins, celle qui s'exprime dans des formes organisées et/ou ostentatoires) découle également des effets de l'émigration et notamment de la libéralisation de l'émigration opérée par le gouvernement de Marcello Caetano.

En libéralisant les chemins de la défection, le gouvernement de Marcello Caetano n'a pas étanché la prise de parole mais, au contraire, a offert le support de son développement. C'est ce qu'explique un entrepreneur de l'industrie textile d'Espinho au Président du Conseil Marcello Caetano, en septembre 1969, après les différentes mesures amnistiant les clandestins et permettant leur régularisation à l'étranger : « Animés par ces facilités, commencèrent, alors, à émigrer par grands groupes et à partir d'août, ou même depuis juillet, la disparition du personnel ouvrier spécialisé ou non, commença à se développer dans un rythme croissant et préoccupant, de par l'indiscipline qui commence à se développer dans les centres industriels, où ceux qui restent ici commencèrent à devenir plus indisciplinés, plus exigeants et moins productifs. Si l'on prétend admonester un ouvrier pour manque de rendement, pour travail mal fait, ou même le responsabiliser pour des préjudices causés à l'entreprise, il est sûr et certain que le jour suivant il n'apparaît pas au travail, s'insurge avec véhémence contre l'entreprise et

peu après on vérifie qu'il a déjà abandonné le pays »³. Quand la possibilité de la défection est ouverte, les agents sociaux peuvent être incités à prendre la parole sachant que si cela ne fonctionne pas, l'option de la défection est disponible. Donc loin de diminuer la prise de parole, notamment dans les milieux ouvriers ou milieux employant des paysans en situation de pluri-activité, la défection peut la susciter. Même le Parti Communiste Portugais, qui voyait dans les années 1960 l'émigration comme l'alliée de la dictature, reconnaissait les bénéfices des départs pour la lutte des travailleurs : «L'émigration annuelle d'environ 100 000 travailleurs, la raréfaction de la main-d'œuvre au Portugal, la réduction de « l'armée de réserve » (c'est-à-dire le nombre des chômeurs) créent les conditions favorables à la lutte pour de meilleurs salaires » [Avante !, 1971, n°435 : 4].

L'influence de l'émigration dans la multiplication des mouvements de protestation au Portugal n'est pas seulement d'ordre morphologique. Au-delà d'avoir réduit le nombre de travailleurs, l'émigration a favorisé une « révolution cognitive » [Wacquant, 1993 : 47]. Les migrants ouvrent, à la fois, les campagnes portugaises sur l'Europe occidentale, sur le monde urbain, sur la société industrielle et sur la démocratie libérale. «L'émigrant pauvre » selon António José Telo [1997 : 160] « se transforme dans le grand véhicule de la propagande des bénéfices de la démocratie et des avantages du développement et du progrès [...].C'est un agent d'autant plus efficace qu'il est innocent, inconscient, ni payé ni instruit pour accomplir cette fonction ». Si les conditions particulièrement difficiles des premières années de résidence et de travail des Portugais en Europe, et particulièrement en France, peuvent amener à douter de la profondeur de la connaissance de la société française qu'acquirent les migrants Portugais, il n'en est pas moins évident qu'ils ont perçu des différences avec la société qu'ils avaient quittée. Les migrants, en France notamment, s'initient à une nouvelle organisation de la société. Entrant (en majorité) dans le monde urbain et industrialisé, les anciens paysans découvrent le salariat (et donc les loisirs inconnus dans les sociétés rurales), l'anomie de l'espace urbain (limitée, néanmoins, par la concentration résidentielle de nombreux Portugais), une société moins holiste, plus égalitaire et où les rapports sociaux asymétriques ne sont plus basés sur l'obéissance et la soumission, ou l'apparence de celles-ci. Ils assimilent progressivement que l'Etat n'est pas seulement une force de contrainte (armée, impôt, police, etc.) mais un redistributeur de prestations et de services sociaux (hôpitaux, allocations familiales, assurance-chômage, etc.) qui ne sont pas des faveurs mais des droits. Ils constatent

³ Lettre de Manuel de Oliveira Violas, administrateur général de l'entreprise Corfi au Président du Conseil Marcello Caetano, le 29 septembre 1969, Archives de la Presidência do Conselho, IANTT/ PCOS/MC/PRC-2/A-74-10, cx 81.

également que la démocratie libérale, à l'inverse de ce que martelait le régime salazariste, n'est pas synonyme de désordre et de chaos. Mais ce n'est pas seulement la perception du monde social et politique des migrants qui s'altère, c'est également celle de la société qu'ils ont quittée qui est métamorphosée. Rentrant, le plus souvent, pendant le mois d'août, les migrants ont véhiculé de nouvelles pratiques, de nouvelles valeurs. Comme le dit António José Telo, c'est peut être de façon inconsciente. Mais il faut prendre en compte le « jeu » et le « rôle » qu'ils se doivent d'assumer quand ils rentrent. Lors de leur mois de vacances, en grande partie tourné vers les relations sociales, ils sont sommés d'évoquer leur vie là-bas. Il s'agit pour les migrants de montrer à leur famille, à leurs amis et connaissances, qu'ils ont fait le bon choix en partant, que les sacrifices financiers mais aussi affectif qu'ils ont subis en valaient largement la peine. Cet élargissement rompt la croyance en l'immutabilité des processus sociaux en vigueur dans les campagnes. Lors du retour annuel des migrants, l'ostentation de biens rapportés de leurs pays d'accueil, brise la « pauvreté honorable » prônée par le salazarisme. Le matérialisme désagrège les valeurs spirituelles censées dominer jusqu'alors. Les ruraux cessent de considérer leur situation misérable comme inévitable car ils comparent leur situation avec celle de leur frère, cousin, ami ou connaissance partis à l'étranger. Le phénomène migratoire a opéré un « élargissement de l'espace social » [Champagne, 2002 : 213] des classes sociales portugaises.

Avec les migrants apparaissent de nouveaux repères, de nouvelles envies et une certaine insatisfaction. Même les informateurs de la police politique alertaient qu'il y avait de « constantes manifestations de mal-être de la part des populations, qui entendent les émigrants raconter les merveilles de la vie qui se vit à l'étranger et ils se sentent lésés dans leurs droits. A cause de leur ignorance leur vient une espèce de jalousie, de ne pas posséder des conditions de vie pareilles à celles que les émigrants prétendent posséder⁴. Ce ne sont pas seulement les objets (voitures, vêtements) mais les salaires, les droits sociaux obtenus que les migrants propagent. Ceux qui restent ne peuvent plus voir le monde social comme auparavant. Comparant sans cesse leur situation à celle des migrants et avec l'univers social que ces derniers côtoient à l'étranger, ceux qui sont restés au Portugal tendent à réévaluer leur position qui était la leur dans un monde social limité et à l'insérer dans un univers social plus vaste. Les migrants portugais ont appris aux autres ruraux l'existence de système de protection sociale et l'existence de droits (aux vacances, etc.), suscitant une insatisfaction auprès de leurs compatriotes restés aux pays, quelles que soient d'ailleurs leur classe sociale.

⁴ Information fournie par un informateur nommé « Viriato », le 19 août 1971, IANTT/PIDE/DGS, Delegação de Coimbra, Emigrantes, n° 10 555.

Une « insécurité sociale » est née. Robert Castel rappelle que l'insécurité sociale surgit lorsque les individus ressentent que les protections sociales qu'ils possèdent ne les assurent pas totalement contre les différents « risques » : « La recherche des protections créerait ainsi elle même de l'insécurité » [Castel, 2003 : 6]. En conséquence, l'expérience de l'Etat-providence en France induit une demande de protection de ceux qui restent. Ces derniers voient l'abysse qui sépare les protections qu'obtiennent les migrants en France et l'insécurité dans laquelle ils demeurent. Cela peut les amener à prendre la parole ou, également, à faire défection. En 1971, lors d'un mouvement de grève dans une industrie textile du nord du pays, un employeur répondit à la police politique qui prétendait connaître les meneurs du mouvement que les séditieux se trouvaient, en plein jour, à chaque coin de rue. Pour les trouver, il « suffisait de se rendre dans le bar de l'usine. Là, elle [la police politique] trouverait d'anciens ouvriers émigrants récemment venus en vacances et qui passaient le jour ou la nuit, selon les relèves, à raconter leurs aventures et leurs expériences à leurs anciens collègues de travail » [Patriarca, 2004 : 185].

Conclusion

Derrière l'image d'apolitisme ou de passivité que beaucoup donnent aux classes populaires - et notamment de la paysannerie qui se présente ainsi pour se protéger, « résister et s'adapter » [Silva, 1998 ; Antoine & Mishi, 2008] - se dissimulent une multitude de pratiques sociales s'assimilant à autant de résistances au régime salazariste et à la gouvernementabilité qu'il avait, pendant trois décennies, imposée autoritairement et diffusée massivement par le biais de l'école, de la propagande et d'une grande partie du clergé. Le projet de l'homme nouveau salazariste, modeste, pieux, respectueux des hiérarchies et partageant les rêves impériaux de la dictature est battu en brèche par le puissant désir d'ascension sociale et l'imperméabilité au discours coloniaux des classes populaires portugaises. Si la dictature s'est échinée à occulter le désaveu que constituait ce phénomène social, il n'en marquait pas moins une opposition à la conduite et aux choix socio-économiques imposés autoritairement par le régime. Les migrants refusaient le *statu quo* qui était largement à leur désavantage et les entraves posées à leur liberté de circulation et à leur prise d'autonomie envers leurs employeurs ou les propriétaires pour qui ils travaillaient. Jusqu'en 1968 au moins, avec un gouvernement qui prétendait contrôler et réguler étroitement toute l'activité économique, la mobilité du travail, perçue comme intempestive, était éminemment politique. Au regard de ce primat du politique sur l'économique prescrit par la

dictature et de la conscience des classes populaires des configurations sociales dans lesquelles elles étaient insérées, les distinctions entre émigration politique et économique, pêchant parfois par « ethnocentrisme de classe », perdent alors quelques peu de leurs valeurs heuristiques. Ce phénomène migratoire désarticula également la société portugaise, ce monde des « petites choses » [Rosas 1994], que le salazarisme avait pu contrôler, en arbitrant les conflits et les antagonismes des différentes fractions des élites, en entravant la mobilité ascensionnelle des classes populaires tout en veillant à ne pas trop mettre en péril la reproduction de la paysannerie, en imposant l'enfermement obsidional du pays et en empêchant la diffusion d'idées qualifiées de nocives. Les migrants désenclavèrent les campagnes du pays en véhiculant des idées, des représentations et des pratiques de consommation qui ébranlèrent l'ordre, les hiérarchies et les positionnements sociaux dont la dictature avait été la garante. De même, ils propagèrent désirs, frustrations et insatisfactions soit autant de moteur à d'éventuelles mobilisations disruptives. Ainsi, tout en favorisant « la floraison de l'idéologie de l'égalitarisme » [Cabral, 1989 : 186] et une différenciation plus large des sociétés paysannes, ce mouvement migratoire amena souvent le déclassement – subjectif ou objectif – des individus à travers lesquels circulait le pouvoir dans les campagnes. Fragilisés, se sentant abandonnés, ne remplissant plus qu'imparfaitement leur rôle de médiateur entre la société paysanne et l'Etat central, ils ne pouvaient ni ne voulaient d'ailleurs défendre la dictature. En somme, en gagnant de larges pans de la population aux substrats idéologiques de la démocratie libérale, en engendrant insatisfactions et frustrations, en détachant une partie des classes moyennes et de la notabilité rurale de la dictature, le courant migratoire permit la formation des conditions préalables nécessaires à l'apparition de la démocratie au Portugal mais surtout à sa consolidation. Il ne s'agit pas, en tombant dans le piège téléologique [Chartier, 1990 : 9-10], de dire que l'émigration entraîna inéluctablement la démocratie, cette dernière n'étant pas systématiquement liée aux structures sociales ou à l'évolution du capitalisme et étant réversible [Schmitter, 2002], mais qu'elle contribua à créer le terreau tant idéologique et culturel que social et économique qui rendirent sa pérennité possible.

BIBLIOGRAPHIE

ANTOINE, Annie, MISCHI Julian (eds) (2008), *Sociabilité et politique en milieu rural*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes.

AVANTE ! (1971), « Os acordos sobre a emigração. O governo francês ajuda a guerra colonial », n° 435, Novembre 1971, p.4.

- BAJOIT, Guy (1988), « Exit, voice, loyalty...and apathy. Les réactions individuelles au mécontentement », *Revue française de sociologie*, 39, pp.325-345.
- BAYART, Jean-François (2004), *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la mondialisation*, Paris, Fayard.
- BAYART, Jean-François (2008a), « Préface à la nouvelle édition » in Jean-François Bayart, Achille Mbembe, Comi Toulabor, *La politique par le bas en Afrique noire*, Paris, Karthala, pp.9-16.
- BAYART, Jean-François (2008b), « Comparer en France. Petit essai d'autobiographie disciplinaire », *Politix*, n°83, pp.205-232.
- BENNANI-CHRAIBI Mounia, FILLIEULE, Olivier (sous la dir.) (2003), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences-Po.
- BENNANI-CHRAIBI Mounia, FILLIEULE, Olivier (2003b), « Exit, voice and loyalty et bien d'autres choses encore... » in Mounia BENNANI-CHRAIBI, FILLIEULE, Olivier (sous la dir.), *Résistances et protestations dans les sociétés musulmanes*, Paris, Presses de Sciences-Po, pp.43-126.
- BOURDIEU, Pierre (2003 [1997]), *Méditations pascaliennes*, Paris, Seuil.
- BRODIEZ, Axelle (2008), « Penser les mutations de l'engagement : un dialogue entre histoire et sciences sociales » in Michel Offerlé, Henri Rousso (eds.), *La fabrique interdisciplinaire. Histoire et science politique*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, pp.37-45.
- CABRAL, João de Pina (1989), *Filhos de Adão, Filhas de Eva. A visão do mundo camponesa do Alto Minho*, Lisboa, Dom Quixote.
- CABRAL, Manuel Villaverde (1977), *O Operariado nas Vésperas da República (1909-1910)*, Lisboa, Presença/GIS.
- CASTEL, Robert (2003), *L'insécurité sociale. Qu'est ce qu'être protégé ?*, Paris, Seuil.
- CHAMPAGNE, Patrick (2002), *L'héritage refusé. La crise de la reproduction sociale de la paysannerie française 1950-2000*, Paris, Seuil.
- CHARTIER, Roger (1990), *Les origines culturelles de la révolution française*, Paris, Seuil.
- DUFOIX, Stéphane (2002), *Politiques d'exil*, Paris, PUF.
- FATELA, João (1989), *O sangue e a rua. Elementos para uma antropologia da violência em Portugal (1926-1946)*, Lisboa, Dom Quixote.
- GIRAUD, Baptiste (2009), « Des conflits du travail à la sociologie des mobilisations : les apports d'une décloisonnement empirique et théorique », *Politix*, n°86, pp.13-29.
- GODINHO, Paula (2006), *O leito e as margens. Estratégias familiares de renovação e situações liminares em seis aldeias do Alto Trás-os-Montes raiano (1880-1988)*, Lisboa, Colibri.
- GUTMANN, Matthew (1993), « Rituals of resistance. A critique of the theory of everyday forms of resistance », *Latin american perspectives*, 77, pp.74-92.
- HARDT, Michael, NEGRI, Antonio (2004 [2000]), *Empire*, Paris, 10/18.
- HIBOU, Béatrice (2006), *La force de l'obéissance. Economie politique de la répression en Tunisie*, Paris, La découverte.
- HIRSCHMAN, Albert (1986), *Vers une économie politique élargie*, Paris, Minuit.
- HIRSCHMAN, Albert (1995a), *Défection et prise de parole*, Paris, Fayard.
- HIRSCHMAN, Albert (1995b) « Défection et prise de parole dans le destin de la RDA » in Albert HIRSCHMAN, *Un certain penchant pour l'autosubversion*, Paris, Fayard, pp.19-68.
- KERSHAW, Ian (1997), *Qu'est-ce que le nazisme ? Problèmes et perspectives d'interprétation*, Paris, Gallimard.
- MARTINS, Hermínio (1998), *Classe, Status e poder e outros ensaios sobre o Portugal contemporâneo*, Lisboa, Imprensa de Ciências Sociais.
- NAVARRO, António Modesto (1973), *Emigração e crise no nordeste transmuntano*, Lisboa, Prelo.

- OLSON, Mancur (1978), *Logique de l'action collective*, Paris, PUF.
- PATRIARCA, Fátima (2004), « Estado social : a caixa de Pandora », in Fernando ROSAS, Pedro Aires de OLIVEIRA, *A transição falhada*, Lisboa, Notícias, pp.171-212.
- PECHU, Cécile (2007), « « Laissez parler les objets ! ». De l'objet des mouvements sociaux aux mouvements sociaux comme objets » in Pierre Favre, Olivier Fillieule, Fabien Jobard (eds), *L'atelier du politiste. Théories, actions, représentations*, Paris, La Découverte, pp.59-78.
- PEREIRA, José Pacheco (1983), *Conflitos sociais nos campos do Sul de Portugal*, Europa-América, Lisboa.
- PEREIRA, Victor (2007), *L'État portugais et les Portugais en France de 1957 à 1974*, thèse de doctorat, Paris, Institut d'Etudes Politiques de Paris.
- PEREIRA, Victor (2008), « La construction du problème de l'émigration. L'élite étatique et l'émigration portugaises vers la France de 1957 à 1974 », *Agone*, n°40, pp. 61-80.
- QUERE, Louis, (2001), « Présentation », *Réseaux*, n°108, pp.9-12.
- RIEGELHAUPT, Joyce Firstenberg (1979), "Peasants and politics in Salazar's Portugal : the corporate states and village "nonpolitics", in Lawrence S. GRAHAM, Harry M. MAKLER (éd), *Contemporary Portugal. The revolution and its antecedents*, Austin, University of Texas Press, pp.169-190.
- ROSAS, Fernando (1994), « O Estado Novo » in José MATTOSO, *História de Portugal*, 7, Lisboa, Estampa.
- ROSENTAL, Paul-André (1990), « Maintien/rupture : un nouveau couple pour l'analyse des migrations », *Annales ESC*, 1990, 6, pp.1403-1431.
- SALAZAR, António Oliveira (1967), *Discursos e notas políticas, vol. VI 1959-1966*, Coimbra, Coimbra editora.
- SCHMITTER, Philippe (2002), « La démocratisation au Portugal en perspective » in Javier SANTISO (sous la dir.), *A la recherche de la démocratie. Mélanges offerts à Guy Hermet*, Paris, Karthala pp.291-315.
- SCOTT, James (1985), *Weapons of the weak. Everyday forms of peasant resistance*, New Haven, Yale University Press.
- SCOTT, James (1990), *Domination and the arts of resistance. Hidden transcripts*, New Haven, Yale University Press.
- SCOTT, James (2001), « La montagne et la liberté, ou pourquoi les civilisations ne savent pas grimper », *Critique internationale*, n°11, pp. 85-104.
- SILVA, Manuel Carlos (1989), «Economia, campesinato e Estado Novo », *Ler História*, 15, pp.111-155.
- SILVA, Manuel Carlos (1998), *Resistir e adaptar-se*, Porto, Afrontamento.
- SILVA, Marta Nunes (2008), *Redes de Emigração Económica Clandestina com Destino a França (Penedono, 1960-1974)*. Thèse de Master, Instituto Superior de Ciências do Trabalho e da Empresa.
- SANTOS, Boaventura de Sousa (1993), « O Estado, as relações salariais e o bem-estar social na semiperiferia : o caso português » in Boaventura de Sousa Santos, *Portugal um retrato singular*, Porto, Afrontamento.
- TELO, António José (1997), « Emigração, exílio e democracia em Portugal », *Exils et migrations ibériques au XXème siècle*, 3/4, pp.155-167.
- WACQUANT, Loïc (1993), « De la 'terre promise' au ghetto. La grande migration noire américaine, 1916-1930 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°99, pp.43-51.